

RÉSEAUX

DE L'HISTOIRE À LA FICTION

La Résistance dans les Yvelines à travers le jeu *Réseaux*



RÉSEAUX

DE L'HISTOIRE À LA FICTION

La Résistance dans les Yvelines à travers le jeu *Réseaux*

Bénédicte Vergez-Chaignon

Secrétariat de rédaction : Sophie Blanchard, Mathilde Deuve, Romain Dugast

Maquette : Mathilde Lull

Photo : Jean-Bernard Barsamian, Thierry Mouny

Archives départementales des Yvelines

2019

PRÉFACE



La richesse des fonds conservés aux Archives départementales des Yvelines invite à penser des formes de transmission toujours plus innovantes, afin de rendre accessibles à tous les trésors de notre patrimoine. C'est ainsi qu'une approche ludique a été choisie pour raconter les événements de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance dans les Yvelines, à travers le jeu de plateau *Réseaux*.

Développé à l'occasion des commémorations des 80 ans de la Seconde Guerre mondiale, le jeu *Réseaux*, inspiré de faits réels, permet au grand public d'appréhender l'action des résistants des Yvelines et de l'ancienne Seine-et-Oise tout au long de la période d'occupation, leur organisation, mais aussi les dangers encourus.

Cette brochure documentaire précise le contexte des faits évoqués dans ce jeu et permet de les approfondir. Elle propose également des éclairages sur des figures emblématiques de la Résistance de notre territoire, des actions d'éclat ou des faits plus confidentiels dont le courage et la volonté de libérer la patrie furent le moteur.

Je souhaite que *Réseaux* permette à tous ceux qui auront le plaisir d'y jouer d'être surpris, émus, enfin, de s'approprier intimement la foisonnante histoire de la Résistance sur notre territoire.

Pierre Bédier
Président du Conseil départemental des Yvelines

AVANT-PROPOS

Le jeu *Réseaux* prend place dans le programme pédagogique élaboré par les Archives départementales des Yvelines dans le cadre de la commémoration de la Seconde Guerre mondiale.

Les Archives proposent depuis 2017 une mallette pédagogique se présentant comme un carton d'archives. À l'intérieur se trouvent une soixantaine de documents en fac simile grandeur nature. Ils permettent d'engager une démarche de recherche pour reconstituer le portrait d'un résistant.

À l'origine, il était question d'y ajouter une seconde activité pédagogique sous la forme d'un jeu. Mais le projet, en prenant de l'ampleur, a pris aussi son indépendance pour devenir le jeu de plateau *Réseaux*, tenu aujourd'hui à disposition, en prêt, de toutes les structures publiques et associatives éducatives, culturelles et sociales.

Le propos initial a été de montrer comment s'organisait une résistance de proximité, au sein de petits groupes, d'abord informels, puis de plus en plus structurés, qui, tout en s'ignorant longtemps et en prenant des initiatives différentes, tendaient tous vers un but commun. Cette évolution est illustrée d'exemples locaux puisés dans les archives. La chronologie du jeu, de 1940 à 1944, met en avant la spécialisation et la professionnalisation des résistants, mais aussi, hélas, l'efficacité croissante de la répression exercée contre ces derniers. La « jauge Espoir », imaginée en cours de conception, marque les liens qui se tissèrent progressivement entre la population et les résistants, depuis la crainte des représailles jusqu'à l'approbation discrète, l'aide ponctuelle et, finalement, la reconnaissance - dans tous les sens du terme -, lors de la Libération.

Cette brochure documentaire abondamment illustrée accompagne le jeu.

Elle contient une présentation de la Résistance en France et dans les Yvelines, de 1940 à 1944, accompagnée d'exemples d'actions de résistance de tous ordres et de parcours de résistants locaux, ainsi que des focus reprenant des questions posées par des collégiens lors de rencontres organisées en classe avec l'auteure.

Cette présentation est suivie d'un commentaire de la conception et du fonctionnement du jeu lui-même, pour lequel des faits et des personnes réels ont été exploités, mais au prix de quelques adaptations.

On y trouvera enfin un glossaire des termes utilisés dans le jeu comme dans la brochure. Ces mots sont signalés par un astérisque (*).

La quarantaine d'illustrations reproduites donne une idée des documents variés qui ont inspiré le jeu et qui se trouvent, pour la très grande majorité d'entre eux, conservés aux Archives départementales des Yvelines. Ces documents peuvent être consultés et téléchargés, avec bien d'autres, sur le site Educ'Archives : <https://educarchives.yvelines.fr/>.

*Bénédicte Vergez-Chaignon, historienne,
et l'équipe des Services aux Publics des Archives
départementales des Yvelines*

SOMMAIRE

Préface	5
Avant-propos	7
Une brève histoire de la Résistance dans les Yvelines	11

1940 12-15

Réactions spontanées	12
<i>L'aide aux prisonniers de guerre évadés</i>	14
<i>Coupure de câble et condamnation à mort</i>	14
<i>La Vérité française, journal clandestin</i>	14
<i>Focus : pourquoi devient-on résistant ?</i>	15

1941 16-19

Convaincre par les mots et les actes	16
<i>Les mouvements de Résistance s'implantent</i>	17
<i>L'attentat de Paul Collette</i>	18
<i>Focus : y avait-il des femmes dans la Résistance ?</i>	19

1942 20-23

La clandestinité s'organise	20
<i>Les aviateurs alliés</i>	21
<i>Robert Benoît, agent des services secrets britanniques</i>	22
<i>Les FTP passent à l'action</i>	22
<i>Focus : y avait-il des étrangers dans la Résistance en France ?</i>	23

1943 24-27

Une attente impatiente	24
<i>Le réseau Prosper à l'École nationale d'agriculture de Grignon ...</i>	26
<i>La prison de Poissy</i>	27
<i>Le 11 novembre dans les usines</i>	27
<i>Focus : combien y avait-il de résistants ?</i>	27

1944 28-31

L'action immédiate	28
<i>Une opération commando à Versailles</i>	30
<i>Sauver des enfants juifs</i>	30
<i>Bientôt le combat</i>	30
<i>Focus : les résistants ont-ils été décorés ?</i>	31

La Libération et le souvenir de la Résistance 32-33

Un jeu reste un jeu :

le vrai et le « moins vrai » dans *Réseaux* 35-41

Les cartes « Résistant »	36
Les cartes « Exploit »	37
Les cartes « Répression »	38
Les réseaux, les mouvements, les filières	40
Tous ensemble	40
Les alliances	41
La « jauge Espoir »	41

Glossaire	42-43
-----------------	-------

Pour en savoir plus	45
---------------------------	----

Iconographie	45
--------------------	----

UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE DANS LES YVELINES

De 1940 à 1944, les Yvelines n'existent pas encore en tant que département. Leur territoire actuel est englobé dans la Seine-et-Oise, très grand département comprenant en outre l'Essonne, le Val d'Oise et une partie de la Seine-Saint-Denis et des Hauts-de-Seine, et qui a pour préfecture Versailles.

C'est ce nom de « Seine-et-Oise » et ce territoire vaste et divers que connaissent les résistants, comme tous les Français (et les Allemands) contemporains.

Pour des raisons pratiques, le jeu est contenu dans les limites du territoire actuel des Yvelines, sans méconnaître toutefois ce qu'était alors la réalité.

L'ensemble des ressources pédagogiques et documentaires utilisé dans ce livret est accessible en haute définition sur le site des Archives départementales des Yvelines : <https://educarchives.yvelines.fr/>.

1940

RÉACTIONS SPONTANÉES

La défaite infligée par l'Allemagne, si rapide, si totale, provoque à l'été 1940 l'humiliation et le désespoir des Français. **L'armistice*** leur interdit de reprendre le combat et leur impose même de coopérer avec le vainqueur. Le pays est découpé en **zones***, nettement séparées : zone annexée, zone interdite, zone occupée et zone libre, que le gouvernement du maréchal Pétain administre sous étroit contrôle allemand. Les Français désemparés veulent voir dans le maréchal Pétain, le « vainqueur de Verdun », leur sauveur et le garant de l'honneur national.

La Grande-Bretagne, qui fut l'alliée de la France, poursuit seule la guerre. Depuis Londres, le général de Gaulle, jusque-là inconnu du grand public, a lancé un appel à tous les Français libres pour qu'ils continuent à se battre et maintiennent la France dans la guerre jusqu'à la victoire. Ce rêve paraît chimérique, mais il redonne espoir et fierté à ceux qui écoutent en cachette les programmes en français de la radio britannique (la BBC).

De façon spontanée, seules ou en tout petits groupes d'amis, des personnes commencent à réagir contre les ordres allemands. Ils coupent les lignes de téléphone ou de télégraphe utilisées par la **Wehrmacht***. Ils cachent le matériel de guerre qui devrait être livré aux Allemands. Ils aident des soldats britanniques ou des prisonniers de guerre français évadés à quitter la **zone*** occupée où les Allemands pourraient les arrêter. Ils écrivent des tracts pour appeler à se regrouper et à se révolter contre l'occupant, ou de modestes journaux clandestins qui dénoncent les mensonges de la **censure***. Ils essaient de partir en Grande-Bretagne pour s'engager dans la **France libre***. Ces hommes et ces femmes, isolés, réduits à l'improvisation, n'ont pas encore de nom. Ils veulent juste « faire quelque chose ».



Tract.

[1940-1944].

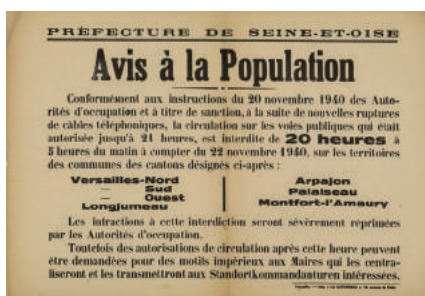
Croire encore à l'alliance entre la France et la Grande-Bretagne pour battre l'Allemagne nazie est déjà un acte de foi.

Archives départementales des Yvelines, cote 300W54.

La Seine-et-Oise (qui comprend l'actuel département des Yvelines) est en **zone*** occupée. La présence allemande y est très forte car le département est situé entre Paris et la côte d'où les Allemands veulent lancer l'invasion de la Grande-Bretagne pour terminer la guerre.

Pour venger leur défaite de 1918, scellée par le traité de Versailles, ils occupent le château de Versailles. Ils sont plusieurs milliers dans la ville où ils utilisent les nombreuses installations militaires. Le château de Saint-Germain-en-Laye abrite l'état-major du commandement des forces allemandes du « Front ouest », qui va des Pays-Bas à la frontière espagnole. Saint-Germain-en-Laye est aussi le siège de l'administration militaire d'**occupation*** de la région nord-ouest de la France : les militaires allemands y sont aussi nombreux que les habitants. Toutes les villes du département ont leur **kommendantur***.

Les Allemands veulent faire régner le calme et l'ordre pour pouvoir facilement continuer la guerre contre la Grande-Bretagne. Ils veulent que l'économie du département, avec sa forte agriculture et ses usines automobiles et aéronautiques, fonctionne bien pour leur fournir d'abondantes productions pour leur effort de guerre.



*Avis à la population.
22 novembre 1940.*

Ces affiches annonçaient à la population de nouveaux règlements et, souvent, de nouvelles interdictions. L'administration militaire allemande apposait ses propres affiches, en français et en allemand, qui annonçaient également les exécutions de résistants.

Archives départementales des Yvelines, cote 1W291.

Ils imposent des interdictions : couvre-feu la nuit, remise obligatoire des armes, contrôle de la vente de papier et de **machines à ronéoter***. Les sabotages, les attaques contre des militaires allemands, l'aide à des prisonniers de guerre évadés ou à des militaires alliés sont passibles de la peine de mort. Les destructions d'affiches, de panneaux indicateurs, de drapeaux allemands, les graffiti peuvent déclencher des représailles collectives comme des amendes ou des prises d'otages. La fabrication et la diffusion de tracts hostiles à l'Allemagne peuvent être punies par les travaux forcés ou par la mort. Il est interdit d'arborer le drapeau français, de chanter *La Marseillaise*, de se réunir dans la rue.

Les premiers gestes de ceux qu'on n'appelle pas encore « résistants » sont surtout de petites réactions spontanées et isolées, pourtant risquées : coupures de lignes téléphoniques ou télégraphiques allemandes, tracts ou papillons tapés à la machine ou même écrits à la main répétant les mots d'ordre des émissions en français de la BBC, inscriptions à la craie ou à la peinture sur les murs ou les routes pour dire la haine de l'Allemagne et l'espoir d'une victoire finale des **Alliés***. Les papillons sont collés sur les poteaux ou laissés dans les lieux publics. Les tracts peuvent aussi être envoyés anonymement par la poste. La propagande communiste est la plus active et la plus organisée. Elle attaque plutôt le gouvernement du maréchal Pétain que l'occupant allemand, dont l'Union soviétique est encore le partenaire. La répression contre les communistes est néanmoins très forte.



*Tract de petit format.
[1940-1944].*

La croix de Lorraine est l'emblème de la France libre. Elle sert de signe de reconnaissance à ceux qui s'opposent à l'occupation* allemande.*

Archives départementales des Yvelines, cote 300W51.

L'AIDE AUX PRISONNIERS DE GUERRE ÉVADÉS

Dès la mi-juin 1940, des soldats français faits prisonniers par les Allemands sont enfermés dans les dépendances du château de Beauregard à La Celle Saint-Cloud, tandis que des officiers de la **Wehrmacht*** s'installent au château. En quelques semaines, le nombre de prisonniers à Beauregard dépasse les dix mille. Ils vivent dans des conditions matérielles très dures, mal et peu nourris, forcés à travailler, sous peine de punitions physiques sévères, pour ravitailler l'état-major allemand à Paris. Beaucoup d'entre eux rêvent de s'évader, d'autant plus qu'ils redoutent d'être envoyés dans des camps de prisonniers en Allemagne. D'autres Français, extérieurs au camp, peuvent les aider en cas d'évasion, en les cachant, en les nourrissant et en leur donnant des vêtements civils à la place de leurs uniformes. Parfois, cette aide s'organise en **filières*** d'évasion qui offrent des faux papiers, des abris et des informations pour échapper aux Allemands et passer la **ligne de démarcation***, vraie frontière intérieure entre la **zone*** occupée et la **zone*** libre.

Des policiers de Sartrouville et Versailles participent à ces **filières*** tandis que la chaîne d'évasion « Jacquet de Lille » se développe au nord du territoire.

COUPURE DE CÂBLE ET CONDAMNATION À MORT

Le 27 octobre 1940, Gustave Morize, un ouvrier agricole, est surpris à Neauphle-le-Château, alors qu'il sectionne avec un couteau un câble téléphonique allemand tombé au sol. Par peur des représailles sur la population, le maire le dénonce aux gendarmes qui préviennent les Allemands. Morize est condamné à mort par un tribunal militaire allemand deux semaines plus tard, mais cette peine est finalement transformée en dix ans de prison.

LA VÉRITÉ FRANÇAISE, JOURNAL CLANDESTIN

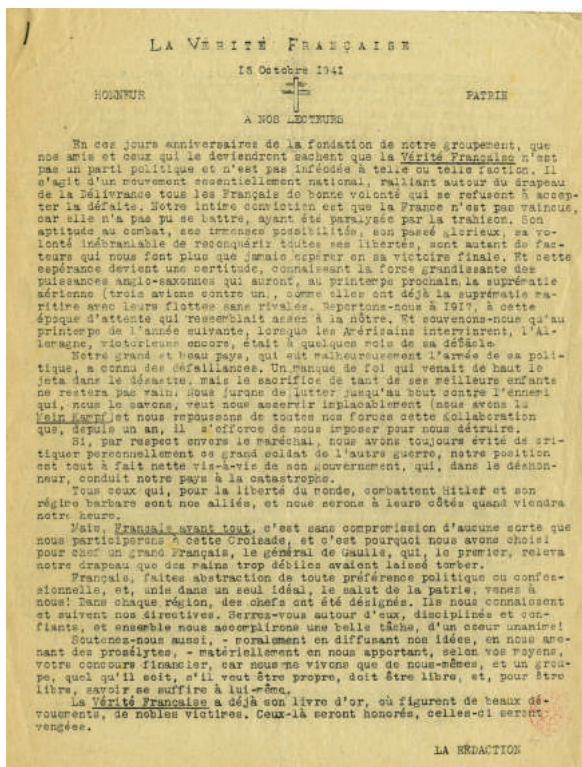
Julien Lafaye, ancien combattant de la Première Guerre mondiale et vétérinaire réputé à Versailles, commence par vouloir réagir aux articles pro-allemands qu'il voit dans *Les Nouvelles*, le journal local. Il se met à écrire de petits tracts patriotiques pour répliquer à la propagande allemande qui déclare que la France a bien mérité sa défaite et que la Grande-Bretagne va être écrasée à son tour. Avec son confrère Georges Holstein et quelques amis versaillais et parisiens, il finit par créer un modeste journal clandestin, *La Vérité française*, difficilement tiré, faute de papier, à une centaine d'exemplaires. Il y aura tout de même trente-deux numéros entre octobre 1940 et novembre 1941. Lafaye et ses amis accusent les journalistes favorables à l'Allemagne d'être des traîtres payés par l'ennemi. Ils donnent des nouvelles de la guerre en insistant sur les échecs allemands et proclament leur confiance dans une victoire finale de la Grande-Bretagne qui rendra sa liberté à la France.

DATE	LIEU	NATURE	EFFET	RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE
1940 10 Août T	Maurel.	Sabotage d'un câble téléphonique.	Coupure.	*
15 Août T	Vernailles. RHEN. Versailles à Rungis.	Sabotage d'un câble téléphonique.	Coupure.	*
17 Août T	Boulogne-St-Leger. A.N. 19.	Sabotage d'un câble téléphonique.	Coupure.	*
17 Octobre T	Neauphle-le-Château	Sabotage d'un câble téléphonique.	Coupure.	Auteur arrêté. MORIZE, condamné à 10 ans. condamné à mort. déporté à Ravensbrück.
20 Octobre T	Saint-Cloud. quai Président Carnot	Sabotage d'un câble téléphonique.	Coupure.	*

Extrait d'un registre de l'intendance de police.
[1940-1941].

Les faits de résistance commis dans le département
sont consignés au jour le jour par les forces de
l'ordre.

Archives départementales des Yvelines,
cote 300W55.



Recto du numéro de La Vérité française.
15 octobre 1941.

Bibliothèque municipale de Versailles, cote Couderc I 37.

Lafaye joint son petit groupe à l'un des premiers **mouvements*** de résistance parisien, le **réseau*** du Musée de l'Homme. Mais il est infiltré par un **agent*** allemand qui identifie les membres du **réseau***. Lafaye et Holstein sont arrêtés en novembre 1941 et condamnés à mort par un tribunal militaire allemand. Après une pétition signée par de nombreuses personnalités versaillaises, ils sont graciés, mais condamnés à la réclusion dans la forteresse allemande de Sonnenburg où ils mourront en 1944 à la suite de mauvais traitements.



Photographie des vétérinaires Lafaye et Holstein au travail.
[Avant 1940].
Collection Fondation de la Résistance.

FOCUS

POURQUOI DEVIENT-ON RÉSISTANT ?

C'est un choix volontaire, fait personnellement, en famille ou entre amis, parfois spontané, parfois très réfléchi car les risques sont grands. Les raisons de vouloir réagir contre la défaite et l'**occupation***, d'avoir envie de faire quelque chose pour aider à la libération de la France peuvent être le patriotisme, la haine des Allemands, l'orgueil, l'indignation ou une opposition politique au nazisme, parce que l'on est chrétien, communiste, républicain, mais aussi une révolte contre les conditions matérielles très difficiles ou les menaces subies à cause des Allemands. Mais parfois, il arrive aussi que quelqu'un réagisse tout simplement de manière instinctive, pour aider un ami ou un inconnu en difficulté.

Il faut alors être prêt à commettre des actions interdites ou illégales contre les occupants et leurs partisans français et même contre le gouvernement français qui exige l'obéissance et qui cherche la conciliation, voire la **collaboration***, avec l'Allemagne. Il faut être prêt à risquer d'être arrêté, emprisonné, maltraité, peut-être tué.

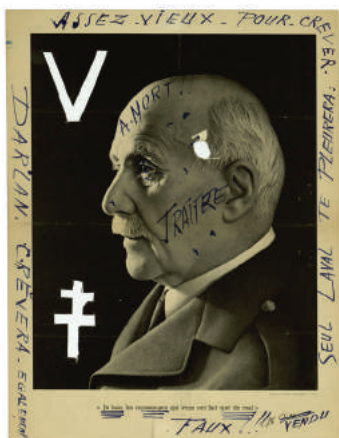
Il faut être assez révolté et assez décidé pour s'engager.

1941

CONVAINCRE PAR LES MOTS ET LES ACTES

La guerre qu'on pensait voir se finir en 1940 continue. La Grande-Bretagne se bat toujours, ce qui entretient l'espoir des adversaires des Allemands. Les **Forces françaises libres (FFL)*** du général de Gaulle remportent leurs premiers succès militaires dans la bataille du désert, en Syrie et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Au contraire, la **collaboration*** avec l'Allemagne prônée par le gouvernement de **Vichy*** inquiète ou indigné de nombreux Français. L'attaque de l'Union soviétique par l'armée allemande entraîne le basculement massif des communistes dans la lutte contre l'occupant.

Les résistants cherchent à se regrouper et à recruter des sympathisants et des militants. Les premiers **mouvements*** de résistance se développent et d'autres apparaissent en **zone*** libre et en **zone*** occupée, souvent agrégés autour de journaux clandestins. L'objectif prioritaire que se fixent les résistants est de convaincre par les mots ou par les actes. Des manifestations sont tentées, malgré l'interdiction sévère de tout attroupement, en application des consignes de la radio britannique : heure du silence le 1er janvier, 1er mai, 14 juillet, campagne des « V ». Des attentats individuels sont commis contre des militaires allemands ou des partisans de la **collaboration*** avec l'Allemagne. Ils impliquent de grands risques et, parfois, de lourdes représailles, ce qui n'empêche pas de nombreux Français de les approuver secrètement.



Tract distribué à Saint-Cloud.

Mai 1941.

Sur une reproduction de carte postale du maréchal Pétain, chef de l'État, ont été ajoutés la croix de Lorraine gaulliste, le « V » de la victoire sur l'Allemagne et des insultes protestant contre la politique de collaboration* avec l'Allemagne.

Archives départementales des Yvelines, cote 300W54.

Grâce à la proximité de Paris, des contacts peuvent être établis avec les groupes de résistants qui commencent à se structurer dans la capitale. Les journaux, les tracts et les slogans communistes sont abondamment diffusés. Mais on retrouve aussi dans les Yvelines des journaux clandestins non communistes, comme *Résistance* ou *Pantagruel*, qui comptent sur la victoire britannique et font référence au symbole que représente le général de Gaulle. Des habitants du territoire actuel des Yvelines, seuls ou avec quelques amis, s'intègrent dans des *filières** d'aide aux prisonniers de guerre évadés ou dans les premiers *réseaux** de renseignement. À Versailles ou Saint-Germain-en-Laye, où sont installés des centres militaires allemands de première importance, près des nombreux aérodromes (Villacoublay, Toussus-le-Noble, Saint-Cyr...) ou des gares de triage (Trappes, Achères...), faire du renseignement semble assez évident et très intéressant. Mais il demeure difficile de trouver le moyen d'acheminer vers la Grande-Bretagne les informations collectées.

Les initiatives individuelles continuent, donnant sa physionomie propre à ce territoire où la campagne d'inscription des « V » de la victoire alliée et des croix de Lorraine, symbole de de Gaulle, est particulièrement active, portée par les élèves des collèges et des lycées, fréquemment rappelés à l'ordre pour leur bouillant patriotisme.



Journaux.
1941-1942.

Partout où ils le peuvent, des militants communistes fabriquent et diffusent de modestes feuilles clandestines locales qui relaient les mots d'ordre du Parti communiste. Les journaux présentés ici ont été distribués à Conflans-Sainte-Honorine, Poissy et Sèvres et sont surtout destinés aux ouvriers d'usine.

Archives départementales des Yvelines, cote 1W164.

Extrait du rapport journalier d'Athis-Mons.
5 - 6 mai 1941.

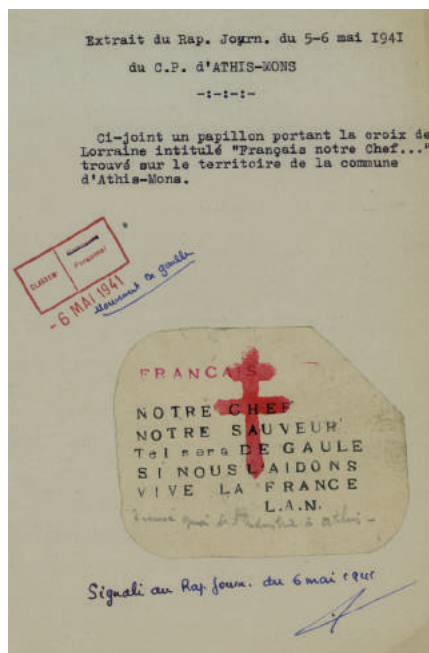
Le tract porte la croix de Lorraine.

Archives départementales des Yvelines, cote 300W52.

LES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE S'IMPLANTENT

Marcel Roby, professeur de mathématiques au collège de Saint-Germain-en-Laye, est recruté par l'un de ses anciens élèves, le docteur Hubert Canale, dans le *mouvement** « Ceux de la Libération » (CDLL) qui vient de se former à Paris. Ils espionnent la forteresse souterraine, invisible du ciel, que les Allemands sont en train d'édifier à Saint-Germain-en-Laye pour y installer le grand quartier général du maréchal Von Rundstedt. À Viroflay, le contact de CDLL est un autre professeur, déjà âgé, Louis Bascan, dont la maison abrite toute une gamme d'activités clandestines : centralisation de renseignements, stockage de journaux et de tracts, confection de faux papiers. D'autant plus qu'il travaille en même temps pour les *mouvements** « Organisation civile et militaire » (OCM) et « Libération-Nord ». La Résistance a alors très peu de volontaires.

Roby et Bascan seront tous deux dénoncés et mourront en *déportation**. Le collège de Saint-Germain-en-Laye et le lycée de Rambouillet portent aujourd'hui leurs noms.



L'ATTENTAT DE PAUL COLLETTE

Après l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne, le 21 juin 1941, les partisans de la **collaboration*** avec l'Allemagne réclament de combattre avec les Allemands contre les Soviétiques communistes. Avec l'autorisation allemande, ils créent la « Légion des volontaires français contre le **bolchevisme*** » (LVF) dont le centre de recrutement est installé à la caserne de la Reine à Versailles. Ils mènent une intense propagande dans les journaux de la **zone*** occupée pour attirer des volontaires. Cette publicité scandalise de très nombreux Français qui n'admettent pas la **collaboration*** et trouvent intolérable de porter l'uniforme allemand pour faire la guerre aux Soviétiques, dorénavant alliés aux Britanniques.

Un jeune marin de 21 ans, Paul Collette, qui rêvait d'aller en Grande-Bretagne se battre dans les rangs de la **France libre***, décide alors de faire semblant de vouloir s'engager dans la LVF. Ayant posé sa candidature, il est invité à venir à Versailles pour la cérémonie du premier départ d'engagés de la LVF pour le front soviétique, à laquelle vont assister de nombreuses personnalités de la

collaboration*. À peine arrivé, il reconnaît Pierre Laval, ancien chef du gouvernement de **Vichy***. Il se précipite à sa rencontre et tire cinq fois avec le pistolet automatique qu'il avait apporté avec lui. Il blesse Laval, ainsi que Marcel Déat, leader d'un des plus célèbres partis collaborationnistes. Immédiatement arrêté, Collette sera condamné à mort mais gracié. Il sera finalement déporté en Allemagne.

Son geste, presque improvisé, suscite une grande sympathie dans l'opinion publique qui ne supporte pas les partisans de la **collaboration***, qu'elle considère comme des traîtres et des « vendus ». Cet attentat fut l'un des premiers et des plus spectaculaires commis par un résistant puisqu'il se fit devant les caméras des actualités cinématographiques et les micros des reporters radio venus rendre compte de l'inauguration de la LVF.

LA CONFRÉRIÉ NOTRE-DAME, RÉSEAU DE RENSEIGNEMENT

Gilbert Renault, dit Rémy, a créé pour le compte des services secrets de la **France libre*** des groupes qui, localement, espionnent l'activité des troupes allemandes. Ils ne sont pas constitués d'agents professionnels, mais de Français qui profitent de leur situation géographique ou de leurs compétences pour collecter des informations. En 1941, Rémy, installant dans toute la **zone*** occupée son **réseau*** appelé Confrérie Notre-Dame, implante une antenne à Versailles. Il y sollicite la famille Facq-Laurent pour surveiller les aérodromes et les centres de transmission de l'armée allemande. Il recrute aussi des opérateurs radio pour envoyer ces informations à Londres où elles servent à préparer des opérations militaires. L'ingénieur Roger Subsol dirige ce service radio et émet lui-même depuis la maison-refuge de Marcel Simon, à Chatou.

*Fiche d'identité judiciaire de Paul Collette, établie après son arrestation.
28 août 1941.
Archives départementales des Yvelines,
cote 1374W29.*



FOCUS

Y AVAIT-IL DES FEMMES DANS LA RÉSISTANCE ?



Dans les années 1940, on imaginait difficilement que les femmes puissent se battre comme soldats. Pourtant, elles ont représenté de 10 à 20 % des résistants, ce qui est remarquable à une époque où elles n'avaient même pas le droit de voter, ne faisaient pas beaucoup de politique et étaient considérées comme des mineures.

Elles ont été indispensables à la Résistance. Elles assuraient souvent le secrétariat pour taper à la machine les tracts, les rapports et les premiers journaux, mais aussi pour conserver les documents dangereux. Elles servaient d'agents de liaison parce qu'on pensait qu'elles se feraient moins remarquer que les hommes. Elles prenaient en charge l'hébergement de ceux qui se cachaient ou les « services sociaux » qui aidaient les clandestins et leurs familles.

Yvette Gouineau, professeure à Versailles, est un bon exemple de ces activités : elle commença par dactylographier des tracts et par organiser de petites manifestations patriotiques, avant de représenter les jeunes de son **mouvement*** de résistance, puis de prendre la responsabilité du service d'aide aux **réfractaires*** au Service du travail obligatoire (STO)*.

Marie-Magdeleine et Maurice Bourdet transformèrent leurs propriétés de Versailles en centres clandestins pour des réunions ou pour la fabrication et la diffusion de journaux. Après l'arrestation de son mari, Marie-Magdeleine Bourdet continua à cacher des **réfractaires***, des résistants et des militaires britanniques. Elle fut nommée présidente d'honneur du comité de libération de Versailles en 1944.

Il y eut aussi des femmes agents secrets, comme Marie-Madeleine Fourcade, qui dirigea « Alliance », le plus grand **réseau*** de renseignements en France, ou Marie-Louise Dissard qui était à la tête d'une **filière*** d'évasion pour les aviateurs alliés. Elles couraient les mêmes risques que les hommes si elles étaient arrêtées.



*Portrait de Marie-Magdeleine Bourdet juste après la libération de Versailles le 25 août 1944.
Archives départementales des Yvelines, cote 1W421.*

1942

LA CLANDESTINITÉ S'ORGANISE

Les groupes de résistants prennent de l'ampleur et s'organisent. La mission de Jean Moulin, envoyé en France par le général de Gaulle avec des liaisons radio et de l'argent, permet à ces groupes de se connaître, de se rapprocher et de travailler de plus en plus ensemble. Les communications entre la France et la Grande-Bretagne, toujours difficiles et risquées, deviennent tout de même plus nombreuses et plus régulières. Des agents français ou britanniques sont envoyés en France pour faire du renseignement ou du sabotage. Les dirigeants des **mouvements*** et des **réseaux*** se consacrent entièrement à leurs activités résistantes, au lieu de continuer à travailler et à vivre dans leur famille : ils sont dorénavant des clandestins. Les résistants commencent à être plus nombreux, mais à partir du moment où l'armée allemande envahit la France toute entière, en novembre 1942, ils ne sont plus en sécurité nulle part.

Les évolutions du gouvernement français persuadent les Français qu'il est maintenant soumis aux ordres allemands, ce qui pourrait justifier de ne plus lui obéir. Les événements de la guerre, qui s'étend en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, l'entrée en guerre des États-Unis et le débarquement anglo-américain dans les territoires coloniaux français d'Afrique renforcent l'espoir d'une défaite finale de l'Allemagne.



Tract.

[1941-1944].

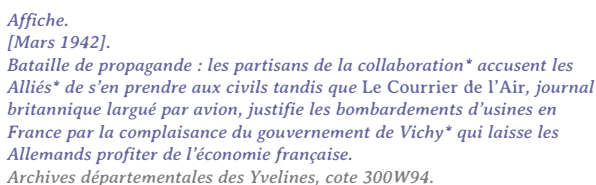
Ce tract illustre les dangers encourus quand on travaille dans une usine qui produit du matériel de guerre pour l'armée allemande, que ce soit en France ou en Allemagne.

Archives départementales des Yvelines, cote 300W50.

L'action armée commence aussi à s'organiser sur ce territoire avec les premières tentatives de sabotage à l'été 1942. Aux coupures de câbles artisanales succède l'utilisation d'explosifs contre des trains ou des voies ferrées pour empêcher les troupes allemandes de circuler ou de s'approvisionner facilement. Parce que le territoire est aussi agricole, il s'y produit les premiers incendies volontaires de récoltes, qui sont une manière de protester contre le pillage de l'économie par les occupants, qui prive la population française du nécessaire.

LES AVIATEURS ALLIÉS

Pourtant, des résistants ont organisé des **filières*** pour récupérer, cacher et faire évader les aviateurs alliés touchés lors des combats aériens au-dessus du territoire et obligés de quitter leur avion en parachute avant qu'il ne s'écrase.





Tract communiste.
5 mars 1941.
Ce tract s'efforce de mobiliser les mères de famille sur les difficultés de la vie quotidienne.
Archives départementales des Yvelines, cote 1W165.

Des personnes les recueillent et les aident spontanément, au risque de leur vie. D'autres assistent à l'enterrement des aviateurs alliés tués au cours de ces missions, alors que les Allemands l'interdisent, ou déposent des fleurs sur leurs tombes. Elles veulent témoigner de leur confiance dans les **Alliés*** et de leur désir que la France continue à participer à la guerre contre l'Allemagne à tout prix.

C'est pour éviter ces bombardements et leurs tragiques conséquences sur les civils que les résistants vont s'efforcer de multiplier eux-mêmes les sabotages pour gêner l'armée allemande.

Foulard en soie.
[1943-1944].
Foulard porté par les aviateurs alliés sur lequel sont imprimées deux cartes. Ces cartes étaient supposées permettre aux aviateurs abattus en France de se repérer et, éventuellement, d'essayer de regagner la Grande-Bretagne en passant par l'Espagne.
Ce foulard a été récupéré par Marius, Blanche et Jean Tirllet. Ils appartenaient au groupe FFI* « Vengeance », qui entretenait une filière d'assistance aux aviateurs alliés.
L'aide active de résistants pour cacher ou faire voyager les aviateurs et leur faire passer la frontière était infiniment plus efficace que ces cartes très générales. Collection particulière (Olivier Chagot).



ROBERT BENOÎT, AGENT DES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

Robert Benoît, ancien aviateur et champion de course automobile, est recruté par l'intermédiaire d'un coureur britannique, Charles Grover-Williams, dans l'un des services secrets britanniques (le **SOE***). Le 30 mai 1942, après avoir été formé en Grande-Bretagne, il est parachuté pour créer un **réseau*** de sabotage et de réception de parachutages. Il installe son centre dans sa propriété familiale à Auffargis, avec un poste radio émetteur-récepteur. Il reçoit ensuite cinq parachutages d'armes et d'explosifs, dont une partie est cachée chez lui.

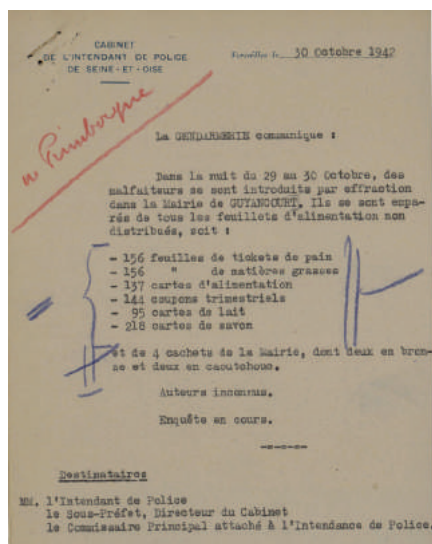
Son opérateur radio est repéré pendant ses émissions par les voitures allemandes équipées pour localiser les ondes électromagnétiques par **goniométrie***. Grover-Williams est arrêté et une perquisition dans la propriété d'Auffargis révèle les caches d'armes. Benoît s'enfuit et repart en Grande-Bretagne où il apprend à pratiquer le sabotage des lignes à haute tension et des voies ferrées. Difficilement revenu en France, il se mettra à disposition du commandant **FFI*** de Seine-et-Oise pour fournir des armes et enseigner les techniques de sabotage, mais il sera arrêté en juin 1944 et exécuté au camp de Buchenwald.

LES FTP PASSENT À L'ACTION

À l'automne 1942 ont lieu les premiers sabotages par explosifs sur des voies ferrées, entre Le Perray et Rambouillet, à Vieille-Église et à Saint-Cyr où se produit le premier déraillement de train. Des sabotages sont commis dans des usines travaillant pour l'armée allemande à Houilles ou à Sartrouville. En novembre, pour la première fois, un officier allemand, capitaine à la **kommandantur*** de Versailles, est blessé par balle par des résistants. Une semaine plus tard, c'est un soldat allemand qui est touché à Trappes. Toutes ces actions sont menées par des Francs-tireurs et partisans français (**FTP***) communistes, souvent très jeunes.

En septembre, des centres de distribution

de tickets de rationnement sont attaqués à Maurepas et à Sartrouville. Les auteurs de ces vols appartiennent au « Détachement Valmy », un groupe d'action armée communiste qui vient de commencer à perpétrer des attentats contre des Allemands à Paris. Leur activité nécessite une clandestinité totale qui les oblige à se procurer en dehors des canaux officiels les tickets indispensables à la vie quotidienne. Ils sont arrêtés le mois suivant par la police française qui les remet aux Allemands.



*Affiche.
[Janvier 1943 - juillet 1944].
Un million de francs de 1943 représente environ
190 000 euros.
Archives départementales des Yvelines, cote 1W175.*

*Rapport de gendarmerie sur un vol de tickets
d'alimentation à la mairie de Guyancourt en octobre
1942.
Archives départementales des Yvelines,
cote 300W59.*

FOCUS

Y AVAIT-IL DES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE EN FRANCE ?



Le gouvernement français s'en est pris aux étrangers vivant ou réfugiés en France (Italiens, Espagnols, Polonais, Allemands ou Autrichiens souvent juifs...), qui étaient considérés comme « indésirables ». La persécution a pu les pousser vers la Résistance où ils sont très présents. Ils entrent dans des **mouvements*** de résistance et parfois même les créent, comme le russe Boris Vildé, qui fonde le **réseau*** du Musée de l'Homme. Il y a même des organisations spécifiques pour les étrangers comme le POWN polonais ou la MOI (« Main d'œuvre immigrée ») communiste. Ils rédigent une propagande clandestine dans toutes les langues, organisent des **réseaux*** de sauvetage pour les juifs, font du renseignement et beaucoup d'action militaire dont des sabotages. Il y a même un groupe appelé « Travail allemand » (TA) qui essaie de déstabiliser les troupes allemandes d'**occupation*** de l'intérieur. Joseph Epstein, dit « Colonel Gilles » ou « Estain », qui fut le commandant des **FTP*** d'Ile-de-France et inventa une nouvelle forme de guérilla urbaine contre les Allemands, était juif et polonais.

1943

UNE ATTENTE IMPATIENTE

L'année 1943 commence avec l'instauration du Service du travail obligatoire (STO)* qui force les jeunes gens entre 21 et 23 ans et les ouvriers à partir travailler en Allemagne. Beaucoup s'y refusent : ce sont des **réfractaires***. Certains quittent clandestinement la France pour aller en Afrique du Nord s'engager dans la nouvelle armée française ; d'autres se cachent dans les montagnes ou dans des forêts reculées où ils forment des **maquis*** armés. C'est une nouveauté majeure dans le développement de la Résistance dont plus personne en France ne peut désormais ignorer l'existence. Celle-ci multiplie de toutes façons les sabotages et les attaques contre les Allemands et ceux qui les aident. Le gouvernement français appelle dorénavant les résistants des « terroristes ».

C'est pourtant le moment où la Résistance se regroupe et se fédère dans des organismes communs, dont l'Armée secrète et le Conseil de la Résistance où sont représentés les grands **mouvements*** de résistance, mais aussi les partis politiques et les syndicats qui participent à la Résistance. Ces organismes assurent la liaison entre la Résistance et le général de Gaulle qui a créé à Alger un gouvernement provisoire pour les territoires français libérés (le CFLN). Cette unification s'accompagne malheureusement d'une répression accrue de la part des forces de sécurité allemandes (en particulier la **Gestapo***), aidées de policiers ou de miliciens français. Jean Moulin, qui a été l'artisan de la fédération de la Résistance et de sa coordination avec le général de Gaulle, est arrêté et tué par la **Gestapo***.

La Corse est le premier département français à être libéré. Un débarquement allié se produit en Italie, l'armée allemande commence à battre en retraite sur le front soviétique. Les Français se mettent à espérer une fin prochaine de la guerre, si bien que les résistants sont impatients de se battre au grand jour. Le 11 novembre 1943, deux cents jeunes maquisards du Jura prennent le risque de défiler dans Oyonnax avec le drapeau tricolore et en chantant *La Marseillaise*.

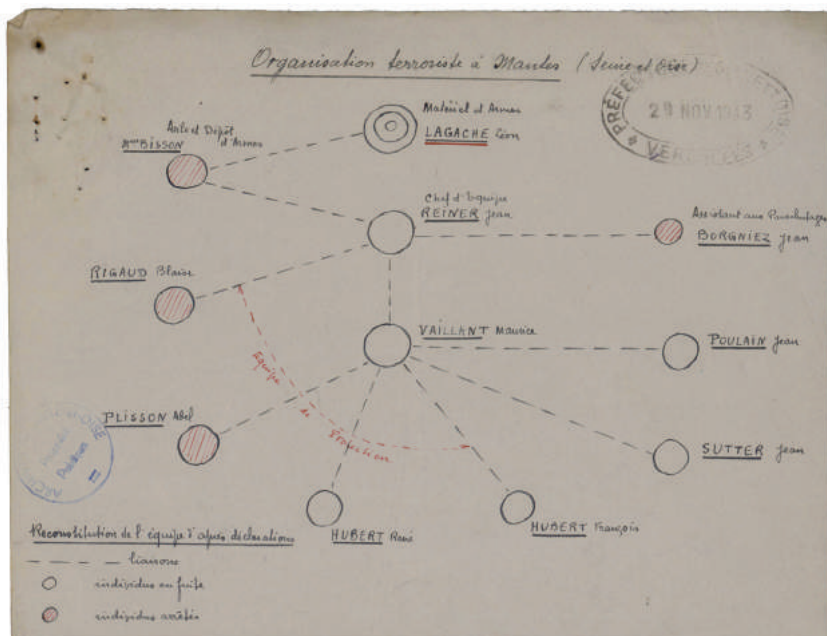
Photographie prise par la police le 10 mars 1943.
Un attentat à l'explosif organisé dans un train peu avant la gare de Versailles-Chantiers.
Archives départementales des Yvelines, cote 300W56.



Numéro du 20 avril 1943 du journal Défense de la France et plaque typographique ayant servi à imprimer la une du numéro 44 de mars 1944.
Au printemps 1943, le journal clandestin Défense de la France, qui tire déjà à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, est diffusé à grande échelle dans tout le département.
Archives départementales des Yvelines, cote 300W53 et Collection Fondation de la Résistance.



Schéma d'une organisation terroriste à Mantes, reconstitué par la police après les interrogatoires des résistants.
29 novembre 1943.
Archives départementales des Yvelines, cote 1W175.



1943 est l'année où la Résistance est la plus active en Seine-et-Oise, avec une croissance impressionnante des actions armées : sabotages, attentats contre des Allemands et parfois contre des Français partisans de la **collaboration***, incendies de productions destinées à l'Allemagne, vols de tickets de rationnement. Ces événements se produisent un peu partout, y compris dans des zones rurales jusque-là paisibles. Les opérations sont toujours nombreuses autour des grandes gares ou des usines. Beaucoup d'entre elles sont l'œuvre des **FTP*** communistes, mais le **SOE*** britannique a développé aussi des **réseaux*** de sabotage et de renseignement qui organisent la réception de parachutages d'armes.

Cette partie de la Seine-et-Oise, peuplée et comptant peu de forêts denses, ne peut pas abriter de **maquis***. Un **maquis*** s'installera tout de même au nord du département (à Ronquerolles dans l'actuel Val d'Oise), sous la direction du **mouvement*** « Défense de la France ».

La Résistance commence à montrer ses forces grâce à l'augmentation considérable du tirage des journaux clandestins et à un soutien plus net de la population. Mais elle se heurte à une répression de plus en plus violente et organisée, qui fait de nombreuses victimes dans ses rangs.

Les grands **mouvements*** de résistance de la **zone*** Nord ont tous leurs antennes sur ce territoire : « CDLL-Vengeance » autour d'Orgerus, l'« OCM » entre Saint-Cyr et Noisy-le-Roi, « Libération » à Rambouillet et à Versailles sous la direction de l'instituteur Marcel Lafitan, « CDLR » avec Maurice et Marie-Magdeleine Bourdet, qui essaient de créer une station de radio de la Résistance.



Photographie
d'Eugène
Vandervynckt.
[Avant juillet
1943].
Collection
Fondation de la
Résistance.

LE RÉSEAU PROSPER À L'ÉCOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE GRIGNON

Le directeur de l'École nationale d'agriculture, Eugène Vandervynckt, s'efforce depuis le début de l'**Occupation*** de contrecarrer les exigences allemandes, d'abord en sauvant ses récoltes et ses troupeaux des réquisitions, ensuite en protégeant ses élèves du **STO*** en les envoyant travailler dans des fermes. En 1943, il s'engage plus activement dans la Résistance, avec l'aide de professeurs (dont Alfred Serge Balachowsky), d'employés et d'étudiants, en faisant de l'école le centre de direction et d'émission radio du **réseau*** britannique Prosper-Physician qui organise des parachutages d'armes et de postes radio. Les membres du **réseau***, en liaison avec la centrale à Londres, préparent et éclairent les terrains pour les parachutages de nuit, montent la garde, récupèrent puis évacuent le matériel parachuté pour aller le cacher, puis nettoient le terrain pour faire disparaître les traces de leurs activités.



Tract édité par l'Union des Femmes Françaises.
[1944].

En 1943, il y a cinquante cinq mille détenus dans les prisons françaises, soit trois fois plus qu'avant la guerre.
Archives départementales des Yvelines, cote 300W50.

En juin 1943, le **SOE*** leur affecte un nouvel opérateur radio, Noor Inayat Khan qui, quoique britannique, a passé son adolescence en France et parle couramment le français. À peine s'est-elle mise au travail pour la réception d'un important parachutage que les dirigeants du **réseau*** Prosper commencent à être arrêtés. Après la découverte d'une de leurs caches d'armes dans une ferme de Bazemont, la **Gestapo*** fait deux descentes à l'École d'agriculture de Grignon, menace de fusiller les personnes présentes et finit par trouver des armes et des parachutes, mais pas les postes de radio. Elle arrête les membres du **réseau*** qui seront déportés. Noor Inayat Khan tiendra encore quatre mois avant d'être arrêtée à son tour, restant pendant ce temps le seul opérateur radio du **SOE*** pour toute la région parisienne.

de petits tracts alors que papier et crayons sont interdits. Ils manifestent en criant des slogans patriotiques et se fabriquent des insignes distinctifs. Le 14 juillet 1943, ils se débrouillent pour porter les trois couleurs et chantent *La Marseillaise*. Ils obtiennent de ne plus travailler dans les ateliers de la prison puisque leurs productions serviraient aux Allemands. Mais cette petite victoire est sans lendemain. Les résistants sont sans cesse changés de prison pour les empêcher d'organiser des évasions et, surtout, souvent livrés aux Allemands. Beaucoup d'entre eux seront déportés ou fusillés comme otages au Mont Valérien.

LE 11 NOVEMBRE DANS LES USINES

LA PRISON DE POISSY

Depuis 1940, la prison centrale de Poissy a reçu des prisonniers politiques, communistes puis résistants, arrêtés par la police française et venant de toutes les régions de France. Ils représentent un quart du millier de détenus. Ils s'efforcent de rester groupés, impressionnant les autres prisonniers par leur solidarité et leur détermination malgré leur dénuement. Ils veulent faire reconnaître leur statut particulier de prisonniers politiques par la direction de la prison. Ils communiquent entre eux, rédigeant même

Depuis 1940, les Allemands interdisent la célébration de l'armistice du 11 novembre 1918, qui n'est plus un jour férié. Le 11 novembre 1943, des centaines d'ouvriers d'usines à Houilles, Trappes, Versailles, Montesson, Aubergenville, Poissy, Conflans-Sainte-Honorine, Meulan ou au Vésinet font une grève symbolique en restant bras croisés entre 11 h 45 et midi. Ils répondent ainsi aux appels de la Résistance en refusant de travailler pour la machine de guerre allemande. La Résistance est soutenue par un fort engagement ouvrier qui passe souvent par le Parti communiste. Elle a aussi de plus en plus d'influence parmi la population qui ose montrer son adhésion.

FOCUS

COMBIEN Y AVAIT-IL DE RÉSISTANTS ?



Il est difficile de savoir combien furent les résistants : quelques milliers à la fin de 1940, quelques dizaines de milliers deux ans plus tard. Tout change en 1943 avec l'instauration du **STO*** qui multiplie le nombre des volontaires prêts à s'engager dans la Résistance et crée un véritable lien avec la population scandalisée par le départ forcé des jeunes pour l'Allemagne. Les résistants sont peut-être cent mille au début de 1944. Leur nombre gonflera significativement lors des combats de l'été 1944. Après la guerre, deux cent soixante mille cartes de combattant volontaire de la Résistance ont été attribuées.

On peut aussi se demander quelles limites donner à la définition du « résistant ». S'agit-il seulement de quelqu'un qui appartient à une unité combattante, d'un maquisard, d'un **agent*** de renseignement, d'un opérateur radio, d'un imprimeur de journal clandestin, d'un fabricant de faux papiers ? S'agit-il aussi de ceux qui ont pris, ne serait-ce qu'une ou deux fois, le risque considérable d'aider, de renseigner, de cacher, de ravitailler des clandestins ? La Résistance n'aurait pas été possible si elle n'avait pas trouvé sa place au sein de la population. Elle est donc aussi un mouvement social très ample qui dépasse ce que fut la Résistance organisée au sens strict.

1944

L'ACTION IMMÉDIATE

Les résistants qui se sont engagés au fil des années, avec des traditions, des convictions, des savoir-faire et des intérêts différents se rejoignent dorénavant. Les différences s'affaiblissent au profit d'un consensus républicain et démocratique qui est traduit dans le programme du Conseil national de la Résistance. Les résistants s'apprennent à combattre au sein des **FFI*** (Forces françaises de l'intérieur) qui fédèrent tous les groupes et ont un commandement organisé nationalement, régionalement et par département. Des plans ont été préparés pour attaquer les Allemands dès que les **Alliés*** débarqueront en France. Durant l'hiver 1943-1944 dans le Vercors et au début de l'été 1944 aux Glières, d'importants **maquis*** ont harcelé les Allemands, mais ont été réduits par la violence, avec l'aide de la **Milice*** française. Alors que chacun devine que l'heure décisive approche, la répression ne fait qu'augmenter, touchant aussi bien les directions des **mouvements***, des **réseaux*** et des grandes organisations centrales, que les simples militants. Tandis que des armées françaises se battent dorénavant contre l'Allemagne en Italie, la Résistance métropolitaine redoute de disparaître au dernier moment, d'autant plus que les liaisons sont plus rares et risquées que jamais avec le CFLN dirigé par le général de Gaulle.

Monsieur
le monsieur qui abite
rue de gosse vient d'être
arresté par les allemands
je tiens à vous avertir que
c'est un communiste acharné
malgré qu'il travaille pour
eux dont il se vante de
leurs succès. Jeule ainsi que
de peur après la victoire
des nazis tous les gendarmes
les geules de vache comme
il les appelle.
d'abord vous pouvez prendre
des renseignements chez les
commerçants de son quartier

du reste j'écris à la police
allemande aussi pour
qu'il ne le laisse pas sortir
car il est dangereux.
voici un trac qu'il ma-
gistre avant son arrestation
mais moi je ne fais plus
partie du parti communiste
reconstitué à Aulnay
rue du moulin de la ville
dans une cave, donc à vous
de faire votre travail
si non je m'adresserai
ailleurs.

1W239 (5)

Lettre de dénonciation adressée à la gendarmerie d'Aulnay-sous-Bois.
24 août 1942.

Les dénonciations firent beaucoup de mal à la Résistance. Elles furent très sévèrement sanctionnées par la justice après la Libération.
Archives départementales des Yvelines, cote 1W279.

La Résistance a surtout été un phénomène urbain jusqu'en 1943. Avec l'instauration du **STO***, elle s'est étendue dans les campagnes où se cachent des **réfractaires*** et où peuvent avoir lieu les parachutages et le camouflage des armes. Le territoire se trouve à la confluence de ces deux tendances et on peut dire qu'il n'y a pas de zone où des résistants ne soient à l'œuvre. C'est ainsi que des caisses contenant des armes, des munitions et des explosifs ont été retrouvées à Orphin, qui n'a alors que quatre cents habitants. Tandis qu'à Versailles se produit une opération commando particulièrement efficace qui compte dans les annales de la Résistance.

Les résistants intensifient les sabotages de voies ferrées et d'usines, d'abord pour permettre de réduire les nombreux bombardements alliés qui, tout en visant les productions de guerre, frappent malheureusement aussi les populations voisines. Ensuite pour contribuer à la réussite du Débarquement. Les bombardements deviennent néanmoins de plus en plus nombreux entre mai et juillet, le long de la Seine et autour de Saint-Germain-en-Laye et de Versailles, causant la destruction de milliers d'immeubles et faisant des centaines de victimes. Le 25 juillet, Saint-Cyr est détruit à 90 % et compte trois cents morts.

Depuis la création des **FFI***, en février 1944, la France est divisée par le commandement militaire de la Résistance en régions militaires. La Seine-et-Oise constitue, avec Paris et la Seine-et-Marne, la région P1. Cette région P1 est commandée par des chefs de **mouvements*** nationaux de résistance, basés à Paris : Roger Coquoin de CDLL, puis Pierre Pène de l'OCM. Ils sont arrêtés tous deux et finalement remplacés par Henri Rol-Tanguy des **FTP***. Les résistants attendent l'insurrection générale qui doit aboutir à la libération du département et de Paris.



*Affiche de propagande allemande.
[1940-1944].*

En situation militaire difficile, l'Allemagne recherche dorénavant à recruter de nouveaux volontaires étrangers.

Archives départementales des Yvelines, cote 1W65.



*Tract
communiste.
[1941-1944].*

En 1944, les résistants ont hâte de commencer à se battre. C'est ce qu'on appelle l'action immédiate.

*Archives
départementales
des Yvelines,
cote 300W50.*

UNE OPÉRATION COMMANDO À VERSAILLES

La Résistance essaie d'aider les **réfractaires*** au **STO*** non seulement en encadrant les **maquis***, mais en fournissant des faux papiers aux requis du **STO*** ou en truquant les listes d'enrôlement.

À Versailles, le bureau qui gère le **STO*** est infiltré de l'intérieur par des employés résistants. Ils préviennent l'organisation nationale de lutte contre le **STO***, le CAD (Comité d'action contre la **déportation***), qu'une opération d'envergure serait possible dans leurs locaux et fournissent des informations pour l'organiser.

Le samedi 13 mai 1944, un commando des corps-francs du Mouvement de libération nationale, dirigé par Charles Gonard, investit le bureau et incendie les fichiers, détruisant ainsi les listes, pour tout le département, des jeunes gens âgés de 22 à 25 ans et des ouvriers désignés pour partir en Allemagne.

C'est un immense succès, symbolique et pratique, mais dix jours plus tard, les employés résistants, dénoncés par une collègue, sont arrêtés par la police allemande puis déportés.

En juillet, Charles Gonard dirigera le commando qui abattra à Paris Philippe Henriot, le ministre de l'Information du gouvernement de **Vichy***, symbole de la **collaboration***.

*Photographie
d'un avion de
reconnaissance
et de
ravitaillement
posé sur la
plaine de
la route de
Rambouillet
au lieu-dit Les
Petits Coins.
Janvier 1943.
Collection
particulière
(Olivier Chagot).*



SAUVER DES ENFANTS JUIFS

L'œuvre caritative « L'Enfance au grand air » s'est reconvertie pendant la guerre dans l'accueil des enfants réfugiés. Les

fondateurs, Monsieur et Madame Revon, abritent dans leur propriété de Garancières quarante enfants, dont une dizaine d'enfants juifs dont la vraie identité est cachée pour les protéger des persécutions.

La directrice, Alice Staudenmann, est dénoncée à la police allemande. Mais elle se défend avec énergie et gagne assez de temps pour que les enfants juifs soient transférés dans un autre refuge. Ils échappent ainsi à la rafle générale qui a lieu dans les homes d'enfants juifs de la région parisienne (par exemple à Louveciennes) en juillet 1944. Cette rafle a conduit trois cents enfants à la **déportation*** et à la mort.

Alice Staudenmann a reçu le titre de « Juste parmi les nations », ainsi que vingt-neuf autres Yvelinois, pour avoir sauvé la vie à des juifs sous l'**occupation***, à leurs risques et périls.

BIENTÔT LE COMBAT

Émile Ghelfi, ancien militant syndical, s'est réfugié à Bazainville et travaille dans la grande ferme de la famille Pochon à Orgerus. En 1942, ils se sont affiliés tous ensemble au **mouvement*** « Ceux de la Libération-Vengeance », fournissant quelques renseignements militaires et distribuant des tracts. Au début de l'été 1944, avec le Débarquement en Normandie, leur activité augmente considérablement pour préparer la Libération. Ils recrutent une vingtaine de militants, sabotent des fils téléphoniques et hébergent dans la ferme des maquisards venus d'Eure-et-Loir, dans l'intention de converger vers Paris pour participer à la libération de la capitale.

Le 14 juillet 1944, ils manifestent ensemble au monument aux morts d'Orgerus. Ils établissent le contact avec l'état-major national des **FFI*** dans l'espoir de recevoir des parachutages d'armes et de pouvoir se battre. Mais leur groupe est infiltré par des espions des Allemands qui se font passer pour des militaires britanniques ou pour de jeunes **réfractaires*** au **STO***. Ils sont tous arrêtés le 4 août, alors qu'ils croyaient recevoir des armes.

Leur mot de passe était : « La route est longue de Versailles à Paris ».

de la Fiches
10/4

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-OISE

FICHE DE RENSEIGNEMENTS

N° M. MRS BRECHENMACHER Prénoms Marie-Louise Françoise
Né le 12 Février 1907 à Versailles Département S.O.

Profession: Secrétaire administrative Nationalité: Française
à l'Office du Travail à Versailles
Domicile: Versailles 54 rue de la Barrière Département S.O.

Situation de famille: mariée
Nombre de personnes à charges: 1 garçon âgé de 11 ans.
Situation financière: vit du produit de son travail. Son mari est opticien peintre.
Services militaires:

Arrestée le 23 Mai 1944 à l'Office du Travail Département S.O.
Motif de l'arrestation: Ignoré 10, Place Roche à Versailles

Lieu de détention: aurait été conduite au Service de Santé à Maisons
Cité le 24 mai 1944 à la Frette (S.O.)
par le Tribunal de:

Authorities Françaises intervenues:
A la date de:
Résultat de l'intervention:
Remarques et observations complémentaires:
Arresté sur les lieux de son travail. Le Service de la persécution a été
appelé à son domicile dans la nuit du 23 au 24 mai 1944. A été
saisi par les Autorités d'Occupation.

Fiche à transmettre à la Délégation Générale du Gouvernement Français
dans les Territoires Occupés (Délégation Spéciale pour l'Administration
Pierre-Benoît).

LISTE DES INDIVIDUS ARRÊTÉS SUR ORDRE DU SERVICE DE POLICE ALLE-
MANS DE SEINE-ET-OISE ET DE S.O. 5 rue 95 à Maisons-Laffitte et
TRANSMISES LE 20 OCTOBRE 1944 À PARIS À LA DISPOSITION DU SERVICE
DES CHARGES JUIFS DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

1°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, sans profession, 10, rue de la Gare à VINCENNES

2°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

3°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

4°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

5°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

6°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

7°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

8°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

9°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

10°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

11°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

12°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

13°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

14°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

15°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

16°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

17°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

18°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

19°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

20°) MARIE BRECHENMACHER, née le 12 février 1907 à Versailles (Seine-et-Oise), de nationalité
française, couturière, demeurant 130 rue de la Gare à VINCENNES

Fiche de renseignements établie par les autorités.

[Mai 1944].

Madame Brechenmacher appartenait aux employés du bureau de la main-d'œuvre de Versailles, qui préparèrent l'opération réalisée par un commando de résistants.

Archives départementales des Yvelines, cote 300W58.

Listes d'arrestations de juifs vivant en Seine-et-Oise.

[1940-1944].

Cette liste fait état d'arrestations d'enfants.
Archives départementales Yvelines, cote 1W179.

FOCUS

LES RÉSISTANTS ONT-ILS ÉTÉ DÉCORÉS ?

Pendant la guerre, le général de Gaulle a créé des décorations spécifiques pour récompenser les résistants.

Dès novembre 1940, il fonde l'ordre de la Libération, pour distinguer les services exceptionnels rendus pour la libération de la France. Il y a eu mille trente-huit compagnons de la Libération. Le plus jeune compagnon avait quatorze ans. Il s'appelait Mathurin Henrio et fut tué par les Allemands en aidant un **maquis*** de Bretagne.

La médaille de la Résistance a été créée en février 1943 pour récompenser les actes qui ont contribué à la résistance contre l'ennemi et ses complices. Soixante-cinq mille personnes ont reçu cette médaille, dont vingt-cinq mille à titre posthume.

Depuis 1949, il existe aussi une croix du combattant volontaire de la Résistance française. Enfin, des résistants ont également reçu la Croix de guerre ou la Légion d'honneur.



LA LIBÉRATION ET LE SOUVENIR DE LA RÉSISTANCE

Le 6 juin 1944 commence le débarquement allié en Normandie. La radio britannique diffuse les messages convenus à l'avance pour indiquer aux **FFI*** qu'ils peuvent passer à l'action. « Il est sévère mais juste » prescrit de commencer les sabotages des voies ferrées, des dépôts de carburants ou de munitions et du réseau électrique : tout est bon pour retarder les mouvements des troupes allemandes vers le front de Normandie. « L'acide rougit le tournesol » donne le signal de la guérilla contre les soldats allemands. Le moment tant attendu est arrivé. Les résistants de cette partie de Seine-et-Oise peuvent enfin se battre au grand jour. Il est temps de distribuer les armes reçues et cachées au prix de très grands risques. Mais la répression n'en continue pas moins et fait de terribles ravages jusqu'au dernier jour. Les bombardements se répètent sur les grandes gares.

Enfin, le front est percé en Normandie à la fin du mois de juillet 1944 et les **Alliés*** avancent vers la région parisienne. Le 15 août, ils sont à proximité de Rambouillet où ils mettront cinq jours à entrer. Pendant ce temps, les Américains parviennent à Mantes, où la réplique de l'aviation allemande fait des centaines de morts. Dans la vallée de Chevreuse, les Allemands s'accrochent, mais ils quittent Versailles le 24 août au soir. Les résistants prennent possession de la mairie et accueillent le 25 août les avant-gardes de la 2e DB du général Leclerc, qui progresse par l'ouest et le sud du territoire. Ce même jour, vingt-sept **FFI*** sont torturés et tués à Chatou après un affrontement sanglant avec des Allemands. Les 25 et 26 août, Poissy et Saint-Germain-en-Laye, évacués par les Allemands après de nombreuses destructions, sont libérés à leur tour. Conflans-Sainte-Honorine ne l'est que le 29 août.



Photographie de résistants devant la mairie de Saint-Léger-en-Yvelines. 1944.

*On ressort les uniformes ou on s'équipe d'un brassard tricolore. Les résistants se montrent au grand jour et remplacent les autorités.
Collection particulière (Olivier Chagot).*

Il aura fallu deux semaines de combats acharnés et souvent meurtriers pour libérer ce territoire. Les résistants forment partout des comités locaux de libération. Même si la guerre continue plus au nord et à l'est (la guerre se prolongera en Europe jusqu'au 8 mai 1945), ils ont gagné la bataille qu'ils préparaient depuis des années. Le territoire national est libéré de l'**occupation*** étrangère et la démocratie est rétablie.

La Résistance a été le fait d'une minorité. Mais elle a façonné notre vie politique, nos institutions et notre système de valeurs. Elle appartient à notre histoire nationale et à notre mémoire collective. D'autant plus qu'elle a laissé beaucoup de traces dans notre environnement, à commencer par les noms de résistants donnés, dans les Yvelines, à des dizaines d'établissements scolaires et à des centaines de rues.



*Photographie de la Libération à Saint-Léger-en-Yvelines.
1944.*

Partout, à l'arrivée des Alliés, les mêmes scènes de joie et d'enthousiasme. Tout le monde sort dans la rue et s'attroupe (ce qui était interdit depuis quatre ans) pour voir les Américains, les saluer, les acclamer et leur parler, malgré la barrière de la langue.*

Collection particulière (Olivier Chagot).

Borne de la Voie de la deuxième D.B à Guyancourt.

Dans les Yvelines sont installées des bornes marquant la route que la deuxième D.B du général Leclerc suivit en 1944, depuis la plage d'Utah Beach où elle débarqua jusqu'à Strasbourg, ville qu'elle avait fait serment de libérer. On en trouve à Chevreuse, Toussus-le-Noble, Voisins-le-Bretonneux, Guyancourt et Versailles. Il existe également à Ablis une borne de la Voie de la liberté, commémorant l'avancée de la troisième armée américaine. Elle fut l'une des premières installées en 1947.

Photographie Bénédicte Vergez-Chaignon.





*Illustration du jeu Réseaux
Nadia Taleb, réalisation Prismatik.*

UN JEU RESTE UN JEU : LE VRAI ET LE "MOINS VRAI" DANS RÉSEAUX

Pour concevoir et fabriquer un jeu qui fonctionne, il a bien sûr fallu sélectionner, simplifier et résumer les faits. Néanmoins, rien n'a été inventé dans *Réseaux*. Au contraire, les opérations figurant sur les cartes « Exploit » comme les événements des cartes « Répression » s'inspirent tous d'affaires survenues, entre 1940 et 1944, sur le territoire des Yvelines actuelles – avec quelques incursions dans l'ancienne Seine-et-Oise – et qu'on retrouve dans des documents conservés aux Archives départementales des Yvelines.

Les prénoms figurant sur les cartes « Résistant » sont le plus souvent ceux de personnes réelles. Les détails sur les lieux, les circonstances ou les protagonistes proviennent des rapports ou des télégrammes de la police, de la gendarmerie, du préfet, des ordres donnés par les ministères, des lettres officielles échangées avec les autorités d'*occupation** allemandes, ou parfois de témoignages. Les textes des tracts, des journaux clandestins ou des affiches ont été recopiés à partir des documents originaux. Tous ces documents qui ont inspiré les cartes du jeu peuvent d'ailleurs être consultés aux Archives départementales des Yvelines. La plupart d'entre eux, ainsi que beaucoup d'autres, sont en ligne sur le site internet Educ'Archives : <https://educarchives.yvelines.fr>

Au travers de *Réseaux*, il est donc possible de se faire une idée assez juste de ce que fut la Résistance sur ce territoire, dans sa simplicité, son ingéniosité et ses dangers.

Néanmoins, les différents éléments en sont présentés ici, remis dans leur contexte. Ils permettront de trouver des réponses aux questions qui pourraient se poser en cours de partie, en particulier à la lecture des cartes.



LES CARTES « RÉSISTANT »

Près des deux tiers des résistants qui ont donné leurs prénoms aux cartes ont non seulement existé, mais se sont engagés dans la Résistance en Seine-et-Oise. Une dizaine d'entre eux sont d'ailleurs évoqués, à titre d'exemples, au long des pages de cette brochure retraçant le contexte et l'évolution de la Résistance sur ce territoire, qu'il s'agisse d'« Yvette » Gouineau, de « Marcel » Roby, de « Jacqueline » Marié ou d'« Alfred Serge » Balachowsky. Leurs prénoms étaient cependant rarement utilisés dans la Résistance, puisque chacun portait, par sécurité, un ou plusieurs pseudonymes.

Bien sûr, le choix a été fait de varier le plus possible les « profils » des résistants du jeu. Sans doute ce parti pris modifiait-il un peu la réalité sociologique de la Résistance. Ainsi, il y a un tiers de femmes parmi les cartes, ce qui est un peu surestimé (voir « Focus : y avait-il des femmes dans la Résistance ? »).

Dans le jeu, les résistants peuvent avoir tous les âges, du jeune adolescent au septuagénaire. Ils exercent toutes sortes de

métiers, du plus modeste au plus qualifié ou prestigieux. Et cela correspond bien à la vérité. L'engagement dans la Résistance a été un choix personnel. On n'était pas recruté après un examen d'aptitude ou un entretien d'embauche. Avec ou sans compétence particulière, on pouvait être utile, à condition d'être volontaire, courageux et de réfléchir un peu.

Parmi les résistants, certains sont décrits comme « sans emploi », ce qui signifie soit qu'ils sont effectivement sans emploi, soit qu'ils n'ont plus d'emploi, ayant dû entrer dans une clandestinité totale pour échapper à la répression. Ainsi « Joseph », inspiré de Joseph Epstein, dit « Estain », responsable des groupes de sabotage du syndicat CGT puis chef de tous les FTP* de la région parisienne, est « sans emploi » parce qu'il était devenu une sorte de professionnel de l'action armée contre les Allemands.



Carte de membre du Comité local de libération de Versailles d'Yves Tricaud.

Âgé de 18 ans en 1944, Yves participe à la Résistance depuis déjà deux ans. D'abord diffuseur de journaux clandestins, il fabrique ensuite des faux papiers.

Membre du mouvement* « Résistance » avec Yvette Gouineau, il devient responsable du secteur de Versailles pour le Mouvement de libération nationale qui fédère les principaux mouvements* de Résistance. En août 1944, son groupe se chargera de ravitailler la ville de Versailles.

Collection Fondation de la Résistance.



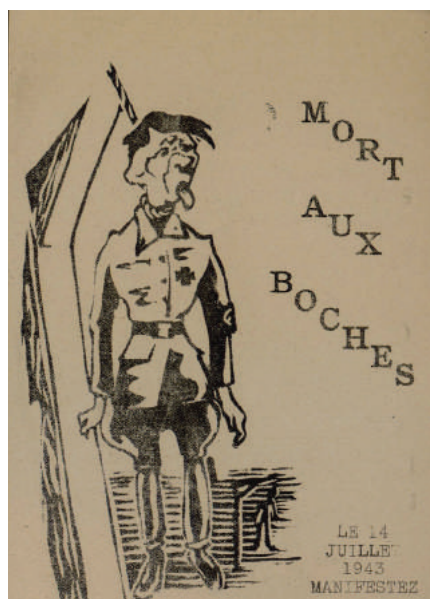
Photographie de Pierre et Jacqueline Marié. [1942].

Pierre et Jacqueline sont frère et sœur et appartiennent, ainsi que leur père et leur mère, à des organisations résistantes différentes. Collection particulière (Jacqueline Fleury).



LES CARTES « EXPLOIT »

Les cartes « Exploit » sont regroupées en quatre grandes catégories : Attaque, Sabotage, Espionnage et Propagande. Elles recouvrent l'essentiel des types d'actions qui furent effectivement accomplies par les résistants. Le classement des « Exploits » dans ces catégories a posé parfois bien des questions, tout simplement parce qu'une action peut relever à la fois de plusieurs catégories, dans son déroulement et dans ses conséquences. Ainsi l'incendie des fichiers du **STO*** à Versailles, mené par un commando de résistants en mai 1944, est clairement une attaque. Mais il aboutit à saboter l'effort de guerre allemand en le privant d'ouvriers et il est aussi un formidable succès pour la propagande. Enfin, il n'a été rendu possible que grâce au renseignement.



Tract.
[1943].
Archives départementales des Yvelines, cote 300W50.

Pour caractériser les exploits, il n'a pas toujours été possible de se référer à la classification adoptée par les autorités françaises dans les documents contemporains. Certes, elles recensaient soigneusement toutes les actions menées contre les Allemands, même les plus modestes. Mais elles avaient elles-mêmes du mal à établir des classifications. En outre, elles utilisaient des termes qui auraient été ambigus pour nous aujourd'hui. En effet, elles appelaient couramment « attentats » non pas ce que nous appellerions communément « attentats », mais tout aussi bien le fait de casser la vitrine de la permanence d'un parti politique favorable à la **collaboration*** avec l'Allemagne, que le vol de tickets de rationnement dans une mairie ou des coups de revolver tirés sur un militaire allemand. De même, le mot de « propagande » était très courant et n'avait pas la connotation négative qu'il a dorénavant. Il désignait aussi bien les tracts ou les journaux clandestins et interdits (on parlait alors de propagande communiste, dissidente, anglo-gaulliste...), que la propagande officielle des autorités tant allemandes que françaises.

ETAT FRANÇAIS CABINET DU PRÉFET + APPRÉHENSION		
LISTE DES ATTENTATS		
Tous les actes de violence ou de sabotage		
Date	Lieu de l'attentat	Nature de l'attentat
5 août 1943	Seine "Le Collignon", à Montreuil-Bellouard.	Incendie volontaire.
19 août 1943	Seine	Attentat par explosif sur une ligne électrique à Montreuil.
1 Sept. 1943	Seine "Le Collignon", à Montreuil.	Explosion de munitions de nuit et incendie.
17 Sept. 1943	Seine Prefecture de Police, à Montreuil-Bellouard.	Incendie d'une grange.
25 Sept. 1943	Seine Préfecture de Police, à Montreuil-Bellouard.	Destruction par incendie, d'un bureau-fumoir.
27 Sept. 1943	Seine "Le Collignon", à Montreuil.	Destruction de 1 Express d'incendie.
27 Sept. 1943	"Le Collignon"	Destruction d'incendie, par explosif volontaire.
2 Oct. 1943	Seine "Le Collignon", à Montreuil.	Attentat par explosif.
8 Oct. 1943	Seine de Montreuil-Bellouard.	Vol de munitions sur la ligne Paris-Montreuil.
10 Oct. 1943	Seine "Le Collignon", à Montreuil.	Destruction d'incendie.
21 Oct. 1943	Seine de Montreuil-Bellouard.	Vol de munitions.
2 Nov. 1943	Seine Préfecture de Police, à Montreuil-Bellouard.	Attentat par explosif sur une ligne électrique.
8 Nov. 1943	Seine de Montreuil-Bellouard.	Vol de munitions.

Liste des attentats commis dans la région de Mantes.
[1944].
Archives départementales des Yvelines, cote 1W175.

à fusiller comme otages des hommes choisis parmi ceux qui étaient détenus. Ces représailles continuèrent jusqu'en 1944.

Les résistants arrêtés étaient battus, voire torturés, pour les obliger à révéler les noms d'autres résistants, mais aussi les lieux où ils se retrouvaient et où ils cachaient leur matériel. Certains sont morts des suites de leurs tortures. À ce moment-là, les Allemands ne s'embarrassaient plus de les juger. Ils étaient déportés, c'est-à-dire envoyés en Allemagne (ou dans des territoires contrôlés par eux), dans des camps de travail forcé où les conditions de vie étaient épouvantables et où ils pouvaient mourir à tout moment des suites de cette misère ou de mauvais traitements. Ils étaient appelés « les déportés NN » (*Nacht und Nebel*, ce qui veut dire « Nuit et Brouillard » en allemand) pour signifier qu'ils étaient tout simplement destinés à disparaître dans le plus grand secret.

Ainsi, beaucoup de parcours de résistants évoqués dans la partie historique de cette brochure s'achèvent tragiquement

par l'arrestation, la **déportation*** et la mort.

Les cartes « Répression » montrent aussi que la répression contre les résistants ne fut pas exercée seulement par les Allemands. Les autorités légales françaises y participèrent pour des raisons politiques, parce que l'action des résistants était contraire à la convention d'**armistice*** signée en 1940, parce qu'elle prenait souvent des voies illégales et finalement parce que les résistants se retournèrent contre le gouvernement français et sa politique de **collaboration*** avec l'Allemagne. C'est pourquoi la gendarmerie et les différents services de police français interviennent dans les cartes « Répression », parfois de façon assez bénigne, parfois plus gravement. En effet, des services français se spécialisèrent dans la traque des résistants, comme les brigades spéciales des Renseignements généraux (les BS) ou, finalement, la **Milice***.

Enfin, il y eut des Français qui aidèrent directement les Allemands contre les résistants. Parfois par bêtise ou par méchanceté, par exemple en envoyant des lettres de dénonciation. Parfois pour de l'argent ou par goût du pouvoir, en infiltrant les **mouvements*** de Résistance. Ces Français furent parmi les plus sévèrement punis par la justice française après la Libération.

21 mars 1942.
Monsieur le Chef de Police -
Je m'excuse de vous envoyer la présente sous le
couvert de l'anonymat - Ma situation administrative
m'empêche de vous donner mon nom -
J'ai bien hâte de vous signaler que les agissements
du sieur Balachowsky sont vraiment intolérables -
C'est le Directeur auxiliaire du Laboratoire du
Centre de Recherche Agronomique de Versailles,
secteur de 8^e Lgr -
Ce naturaliste du Front Populaire est Russe et
bolchévique - Il fait une propagande communiste
constante -
Il est protégé par le Directeur, un sûr Blaise homme
nommé Trouvelot, du fait qu'il est un ancien
franc-maçon et qu'il y a des anciennes affaires
entre eux - Ce n'est pas de bonne volonté que
un Trouvelot le couvre, mais il y est obligé par
ses anciennes opinions - M. Trouvelot est très rouge -
Balachowsky se dit naturellement Français - et
catholique. En vérité il ne cesse de répandre autour
de lui la mauvaise parole, rantant l'époque "où
notre petit père Napoléon viendra nous libérer", etc - -
Pendant la guerre, ce belléguen était caporal... à Arcamont
Il a manœuvré l'affaire d'être envoyé comme réfugié en la
France en mission à Rétz -
Il ne fait rien, s'exprime à nos dépens, comme tout bon

Lettre anonyme dénonçant les activités résistantes de
Serge Balachowsky.

21 mars 1942.

Serge Balachowsky était professeur à l'Ecole
d'agriculture de Grignon.

Archives départementales des Yvelines, cote 1W86.

LES RÉSEAUX, LES MOUVEMENTS, LES FILIÈRES

Ce jeu s'appelle *Réseaux* par référence aux **réseaux*** de Résistance. L'emploi de ce mot paraît évident. En réalité, si on veut être très rigoureux, les **réseaux*** désignent spécialement les organisations qui faisaient du renseignement (voir le glossaire) et, dans une moindre mesure, qui réceptionnaient des parachutages. Les organisations généralistes qui s'occupaient aussi bien de propagande que d'action armée étaient appelés les **mouvements*** de Résistance. Les organisations qui se chargeaient des évasions et des passages des différentes frontières intérieures ou extérieures étaient des **filières***.

Mais bien sûr, les résistants qui, pour la plupart, ne savaient qu'assez vaguement à quelle grande organisation ils étaient affiliés, connaissaient essentiellement le petit groupe avec lesquels ils étaient en contact régulièrement.

Tous ENSEMBLE

Pourtant, l'idée du réseau est pertinente parce que c'est bien une sorte de réseau, au sens de la toile d'araignée, qui finit par s'étendre sur toute la France et même par avoir des connexions en Grande-Bretagne, en Espagne, en Suisse, en Afrique du Nord, pour ne citer que les plus évidentes.

C'est pourquoi ce jeu est coopératif. Les joueurs perdent ou gagnent tous ensemble et non pas les uns contre les autres. Seuls, ils ne peuvent rien et leurs succès sont éphémères ou inutiles, si les autres résistants disparaissent.

Pour cette même raison, un des talents du jeu est consacré aux « Liaisons ». Elles ont été vitales pour la Résistance. Sans liaisons, chacun aurait continué, comme en 1940, à improviser de toutes petites initiatives qui n'auraient pas vraiment gêné les Allemands. Il fallut aux résistants créer des liaisons entre eux pour recruter, devenir plus nombreux, développer et sophistiquer leurs actions. Il leur fallut aussi établir et rendre régulières

leurs communications avec des pays qui combattaient aussi contre l'Allemagne, pour leur communiquer des renseignements militaires et pour obtenir de l'aide sous forme d'armes, de radios ou d'argent. Ce qui correspond au talent « Matériel » dans le jeu.

L'équipement que nous avons imaginé pour les résistants est sans doute plus généreux que celui dont ils arrivaient à disposer. Les armes avaient été en principe déposées dans les mairies sur ordre allemand, même les fusils de chasse ou les armes de collection. Les Allemands recherchaient tout particulièrement les dépôts d'armes, en général parachutées en France par des opérations aériennes britanniques. Le matériel d'impression et le papier étaient vendus avec des contrôles sévères pour empêcher justement la fabrication des journaux clandestins, des tracts et des affichettes, ainsi d'ailleurs que des faux papiers. Les postes radio émetteurs-récepteurs étaient formellement interdits et traqués par des voitures équipées de dispositifs de repérage. Si un poste était abîmé ou si une pièce devait être remplacée, c'était un véritable casse-tête pour trouver de quoi le réparer. Les voitures ne pouvaient guère rouler, faute d'essence, très strictement rationnée. Les vélos manquaient de pneus et de chambres à air. Aussi bien, dans une France soumise à de très sévères restrictions, où tout ne pouvait se procurer qu'en échange de tickets de rationnement, le simple fait de trouver de la nourriture ou des médicaments pour des clandestins était un problème presque insoluble.

LES ALLIANCES

Pour nous rapprocher de la réalité, nous avons introduit dans le jeu une possibilité d'alliance entre les **réseaux***. Une possibilité modeste consistant à s'allier avec son voisin immédiat et à deux ou trois réseaux au maximum.

Les groupes de résistants sont nés dans l'improvisation, autour de quelques personnes rassemblant prudemment des amis ou des connaissances. Des personnes pouvaient appartenir à plusieurs groupes en même temps ou perdre le contact avec leur groupe et en trouver un nouveau. Pourtant, chacun aimait son groupe où le risque partagé et les actions menées en commun créaient des liens très forts. En même temps, la coopération était indispensable pour se développer et toute l'histoire de la Résistance est faite de difficiles efforts pour se rapprocher et se fédérer. Ils aboutirent au niveau national à une coordination politique (par exemple dans le Conseil national de la Résistance) et militaire (dans l'Armée secrète ou l'état-major des **FFI***).



Carte attribuée par la commission militaire du Conseil national de la Résistance à Blanche Tirlet.
[1944-1946].

Cette carte est délivrée par Charles Couderc, responsable des **FFI*** « Vengeance » de Seine-et-Oise Sud sous le pseudonyme d'« Alain ».
Collection particulière (Olivier Chagot).

LA « JAUGE ESPOIR »

Ce qui mesure les conséquences des missions s'appelle la « jauge Espoir ». Elle donne des bonus et des malus dans le cours du jeu. Sans doute aurait-elle pu s'appeler la « jauge Efficacité » ou « Succès ». Mais la Résistance n'a pas été une entreprise économique ou une aventure sportive. Elle n'a même pas été seulement un engagement militaire. Elle a aussi été un combat pour des valeurs. Elle est née au plus noir de la catastrophe représentée par la défaite et l'**occupation*** de la France. Elle est née sans moyens et quand il semblait ne plus y avoir d'espoir. Elle s'est développée et elle a agi dans les conditions les plus difficiles, au prix de très lourds sacrifices et de nombreux échecs. Tous ceux qui se sont engagés pour la libération de la France pouvaient douter d'être toujours en vie si cette Libération arrivait un jour. Dans ce parcours périlleux et incertain, l'espoir a bien été une de leurs motivations essentielles. D'ailleurs, quand les anciens résistants choisiront plus tard d'écrire leurs souvenirs, ils leur donneront des titres qui évoquent justement le rôle de l'espoir dans le pari fou qu'ils firent au moment de s'engager. Ils se désigneront comme « les hommes partis de rien » pour arriver, quatre ans plus tard, à la libération de la France et au rétablissement de la démocratie.

GLOSSAIRE

A

Abwehr : service de renseignement de l'armée allemande participant à l'identification et à la répression des résistants.

Agent : un homme ou une femme qui travaille pour un **réseau*** ou un service de renseignement.

Alliés : désignent les pays qui combattent contre l'Allemagne, principalement la Grande-Bretagne, puis l'Union soviétique et les États-Unis. Souvent, les « Alliés » renvoient plutôt aux Britanniques et aux Américains.

Armistice : convention entre la France et l'Allemagne signée en juin 1940 par laquelle la France reconnaît sa défaite et demande à ne plus se battre. Elle est le cadre de l'**occupation*** d'une partie du territoire national par l'armée allemande.

B

Bolchévisme : autre nom pour le communisme, très utilisé par la propagande allemande et collaborationniste.

C

Censure : interdiction ou au contraire, obligation de publier certaines informations dans les journaux, à la radio, dans les actualités filmées. Il existe une censure allemande et une censure du gouvernement français.

Collaboration : politique de coopération avec l'Allemagne du gouvernement français et courant politique, composé de journaux, de partis et d'organisations paramilitaires, qui fait de la propagande ou agit en faveur de la victoire de l'Allemagne. À cette époque, on appelle les militants de la collaboration les « collaborationnistes » (et non les « collabos »).

D

Déportation : envoi par les Allemands, dans des camps de travail forcé ou d'extermination, d'opposants politiques, de résistants ou de catégories de personnes désignées comme devant être éliminées (juifs, Tsiganes, homosexuels...).

F

Feldgendarmérie : police militaire allemande.

FFI : Forces françaises de l'intérieur. Fédération de toutes les forces militaires de la Résistance en métropole à partir du début de 1944.

FFL : Forces françaises libres. L'« armée » de la **France libre***. Deviennent en 1942 les FFC (Forces françaises combattantes).

Filière : organisation clandestine destinée à aider les prisonniers de guerre français, les soldats britanniques ou américains se trouvant en France, les juifs, à s'évader et à quitter la **zone*** occupée, voire la France.

France libre : **mouvement*** créé par le général de Gaulle en Grande-Bretagne à partir de juin 1940 pour maintenir des combattants français dans la guerre contre l'Allemagne après l'**armistice*** et représenter la Résistance française. Devient en 1942 la France combattante.

FTP : Francs-tireurs et partisans français. Unités de résistants communistes spécialisés dans l'action armée.

G

Gestapo : service de police allemand participant à l'identification et à la répression des résistants. Il y avait d'autres forces de police allemande et d'autres manières de désigner ce service (comme le SD), mais le nom de « Gestapo » était le plus connu.

Goniométrie : la (radio)goniométrie utilise un récepteur radio équipé pour repérer la direction d'émetteurs radio. Des voitures allemandes munies de ce système circulaient pour localiser les postes avec lesquels les résistants envoyaient des messages radio, en particulier vers la Grande-Bretagne, ce qui causa de très nombreuses arrestations.

K

Kommandantur : l'autorité locale militaire allemande dans les territoires français occupés.

L

Ligne de démarcation : frontière intérieure instaurée par la convention d'*armistice**, séparant la partie du territoire occupée par les Allemands du reste du pays en principe administré par le gouvernement français.

M

Machine à ronéoter : machine mécanique de petite taille permettant de reproduire des textes en plusieurs exemplaires.

Maquis : à l'origine, regroupements de *réfractaires** au *STO** dans les montagnes. Désignent ensuite les groupes permanents armés et clandestins qui contrôlent une zone géographique plus ou moins vaste.

Milice : organisation politique, policière et paramilitaire créée par le gouvernement de *Vichy**, qui participe avec les Allemands à la répression contre les résistants.

Mouvement : groupe important de résistants, organisé au niveau régional ou national, qui possède généralement un journal clandestin, des combattants armés, des services de renseignement, des faux papiers, une entraide. Les plus importants sont représentés dans le Conseil (national) de la Résistance.

O

Occupation : situation créée en France par l'*armistice** selon lequel des forces armées allemandes sont présentes sur une partie du territoire français et y exercent des droits administratifs, policiers, économiques.

R

Réfractaires : voir *STO**.

Réseau : groupe organisé pour la collecte et la transmission de renseignements militaires depuis la France occupée vers la *France libre** ou la Grande-Bretagne.

S

SOE : Special Operations Executive. Service britannique, créé par Winston Churchill, envoyant ou recrutant en France des Français ou des Britanniques pour faire du renseignement militaire, réceptionner et cacher des parachutages d'armes et commettre des sabotages.

STO : Service du travail obligatoire qui, à partir de 1943, force les jeunes hommes et des ouvriers français à aller travailler en Allemagne. Les personnes qui se cachent ou se camouflent pour ne pas se soumettre au *STO* sont des *réfractaires**.

V

Vichy (ou gouvernement de Vichy) : le gouvernement français resté en France après l'*armistice** de juin 1940 et dirigé par le maréchal Pétain.

W

Wehrmacht : armée allemande.

Z

Zones : découpage, par la convention d'*armistice**, du territoire métropolitain français en zone occupée par l'armée allemande (ou zone Nord) et zone dite libre (ou zone Sud), auxquelles il faut ajouter des zones interdite, annexée, réservée qui n'étaient pas prévues par l'*armistice**. Les zones occupée et libre sont séparées par la *ligne de démarcation**. La zone libre sera envahie par l'armée allemande le 11 novembre 1942.

POUR EN SAVOIR PLUS

Alary, Éric, Belot, Robert et Vergez-Chaignon, Bénédicte, *Les Résistants. L'histoire de ceux qui refusèrent*, Larousse, 2003.

Bourrée, Fabrice, *La Résistance dans l'ouest de la Seine-et-Oise*, mémoire de maîtrise, Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

Douzou, Laurent, *La Résistance. Une morale en action*, Découvertes-Gallimard, 2010.

Missika, Dominique et Veillon, Dominique, *Résistance. Histoires de familles*, Armand Colin, 2009.

Rouso, Henry, *Les Années noires. Vivre sous l'Occupation*, Découvertes-Gallimard, 2009.

Vergez-Chaignon, Bénédicte, *La Résistance*, Métive, 2016.

Musée de la Résistance en ligne
<http://www.museedelaresistanceenligne.org>

ICONOGRAPHIE

Sauf mention contraire, les illustrations proviennent des fonds conservés aux Archives départementales des Yvelines.

Les Archives départementales des Yvelines remercient par ailleurs la Bibliothèque municipale de Versailles pour l'exemplaire de *La Vérité française* ; la Fondation de la Résistance pour la photographie des docteur Lafaye et Holstein, le portrait d'Eugène Vandervynckt, la carte de membre du Comité local de libération de Versailles d'Yves Tricaud, la plaque typographique du journal *Défense de la France* ; Olivier Chagot pour les photographies de la libération de Saint-Léger-en-Yvelines, la photographie d'une opération Lysander, le foulard d'évasion et la carte de Blanche Tirlet ; Bénédicte Vergez-Chaignon pour la photographie de la borne de la deuxième D.B. ; Jacqueline Marié Fleury et Hervé Fleury pour le portrait de Jacqueline et Pierre Marié.

RÉSEAUX

DE L'HISTOIRE À LA FICTION

La Résistance dans les Yvelines à travers le jeu *Réseaux*

Ce livret permet aux curieux comme aux enseignants utilisant *Réseaux* dans un cadre pédagogique d'approfondir les notions abordées dans le jeu : chronologie de la Résistance dans l'actuel territoire des Yvelines, typologie d'actions de résistance, parcours de résistants, actions des forces d'occupation. Il apporte également un décryptage sur les partis-pris du jeu et est enrichi de nombreuses illustrations (photographies et documents d'archives).

Son auteur, Bénédicte Vergez-Chaignon, est docteur de Sciences Po Paris. Elle a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en France dont une biographie de Pétain et une biographie de Jean Moulin.

